

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 19/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SODI

300 RUE JEAN PERRIN
59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES

Références : Inspection du 30 juin 2023
Code AIOT : 0007000685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2024 dans l'établissement SODI implanté 300 RUE JEAN PERRIN 59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES. L'inspection a été annoncée le 02/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans les suites de la visite effectuée le 30 juin 2023 dont les thématiques étaient:

- Action Régionale BREF WT sur le contrôle du respect de l'AM MTD WT du 17 décembre 2019;
- Action Nationale 2023 - Traçabilité des déchets (Trackdéchets).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODI
- 300 RUE JEAN PERRIN 59930 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
- Code AIOT : 0007000685
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Autorisée depuis 1998, la société exerce ses activités de collecte de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2004. L'activité initiale consistait à vidanger essentiellement des fosses septiques et les fosses toutes eaux des particuliers et des entreprises.

Le site est rattaché au groupe SARP, filiale de VEOLIA. A noter que SARP s'est agrandi en 2021 avec l'acquisition de la filiale OSIS de SUEZ. Le site de la Chapelle d'Armentières a changé de numéro SIRET en avril 2023 et pris le nom de SODI.

Aujourd'hui, l'entreprise est toujours spécialisée dans cette activité mais aussi dans le curage et l'enlèvement de déchets solides, liquides et pâteux de type urbain et industriel. Les activités réalisées sur le site en fonction de la nature et de la destination des déchets collectés sont :

- le regroupement des émulsions eau – hydrocarbures ;
- le transit de déchets conditionnés en fûts ;
- le prétraitement par centrifugation de déchets pâteux ;
- le prétraitement par décantation de boues de curage ;
- le stockage de déchets (boues de traitement).

Les installations de transit, regroupement et prétraitement de déchets ont été autorisées par arrêté préfectoral du 10/06/1998. Dans le cadre d'un projet d'extension des activités, l'arrêté du 15/11/2004 encadre désormais les activités du site.

Cet arrêté est complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/06/2016 qui acte la mise à jour du classement des activités de l'établissement.

L'établissement est visé par la directive IED pour ses activités relatives aux rubriques :

- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte ;
- 3510 : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : traitement physico-chimique (200t/j).

Dans son dossier de réexamen au regard des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD), relatives au traitement des déchets (BREF WT–Waste Treatment), l'exploitant s'est positionné sur les traitements physico-chimiques et les traitements de déchets liquides effectués dans le cadre de son activité de traitement de déchets (courrier préfectoral du 03 août 2021). Les valeurs limites d'émission et les MTD applicables sont celles de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	Sans objet
6	MTD Traitement Physico-chimique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	Sans objet
7	MTD Traitement de déchets liquides	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de la visite d'inspection du 19 février 2024 est de vérifier que l'exploitant a pris en compte des observations formulées par l'Inspection lors de sa visite du 30 juin 2023 au regard du respect de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment).

Au terme de cette visite, l'Inspection constate que l'exploitant a répondu à l'ensemble des observations formulées dans le rapport daté du 10 août 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : <ol style="list-style-type: none"> Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; Les données relatives à la biodégradabilité ; Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement

des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<p>Constats :</p> <p><i>Lors de la visite du 30 juin 2023, l'inspection a formulé les deux observations suivantes:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - " <i>L'inventaire est un document qui doit être maintenu à jour par l'exploitant. Il convient donc d'établir un document reprenant les éléments indiqués dans la présentation transmise le 18 juillet 2023 page 9 à 28, document qui a vocation à être actualisé au fur et à mesure des modifications de l'installation.</i>"; - "<i>L'exploitant complètera l'inventaire des flux d'effluents transmis le 18 juillet 2023 en explicitant le positionnement donné dans le dossier de réexamen sur la gestion des eaux industrielles (« Les déchets aqueux générés par les process de pré-traitement sont envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation. Les eaux de lavage des sols et des véhicules sont récupérées dans les cuves de stockage et envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation. Il n'y a donc pas d'effluents aqueux issus des opérations de pré-traitement des déchets qui sont envoyés vers le milieu naturel. »)</i>" <p>À l'annonce de la visite et par courriel du 08 février 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il n'y a pas eu d'évolution de l'activité.</p> <p>Le 19 février 2024, l'inspection a consulté l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, document mis à jour le 16 février 2024 par l'exploitant.</p> <p>Les informations reprises dans cet inventaire sont les suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - Informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement <ol style="list-style-type: none"> A. Caractéristiques des déchets entrants B. Description des techniques intégrées aux procédés <ol style="list-style-type: none"> I. Procédés de prise en charge des déchets dangereux II. Procédés de prise en charge des déchets non dangereux C. Présentation des activités 3510 et 3550 2 - Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux et liquides <ol style="list-style-type: none"> A. Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité B. Les données relatives à la biodégradabilité C. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité 3 - La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité <p>Dans la partie 2-A de l'inventaire et conformément au dossier de réexamen IED, l'exploitant se positionne sur la gestion des eaux industrielles, à savoir que le process de pré-traitement ne génère pas d'eaux résiduelles envoyées vers le milieu naturel. La surveillance s'applique uniquement aux eaux pluviales suivant l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2004.</p> <p>L'inventaire des flux d'effluents comprend le suivi analytique des eaux pluviales (bilan annuel des analyses effectuées par le laboratoire Flandres Analyses).</p> <p>L'inspection rappelle que cet inventaire a vocation à être mis à jour et à évoluer selon l'activité du site.</p> <p>L'exploitant a répondu aux observations du rapport de la visite d'inspection du 30 juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 2 : MTD Générique
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
Prescription contrôlée :

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

Constats :

Lors de la visite du 30 juin 2023, l'inspection a formulé les trois observations suivantes:

- *" L'inspection des installations classées demande d'explicitier le terme Alvéole de la fiche de ronde a minima en identifiant son implantation sur le plan du site repris dans l'inventaire des flux d'effluents, et en explicitant la nature des déchets stockés dans l'inventaire des flux d'effluents";*
- *"L'exploitant précisera les modalités de mesure du taux de remplissage des cuves 2, 3, 14, 15 et 16 qui n'étaient pas reprises sur le tableau digital le 30 juin 2023.";*
- *"L'exploitant rendra compte de la réfection de la sonde défaillante sur la cuve 8 (Bon de commande d'intervention ou PV d'intervention confirmant la remise en service effective de la sonde)."*

Lors de la visite du 19 février 2023, l'inspection observe que le terme "alvéole" a été remplacé dans la fiche de ronde par "aire de stockage des boues". Néanmoins, la dernière fiche de ronde indique la présence de palettes à cet emplacement. L'exploitant indique que cette zone est parfois utilisée pour le stockage de produits conditionnés (fûts, palettes) en attente de traitement et/ou d'analyses.

Lors de la visite terrain, l'inspection constate que la surface de la zone dédiée à cette alvéole est plus conséquente que celle inscrite sur le plan.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le plan du site doit être tenu à jour et en cohérence avec le terrain. En retour, l'exploitant propose de modifier sa fiche de ronde ainsi que le plan du site en conséquence.

Postérieurement à la visite d'inspection, les nouveaux plans ainsi que la fiche de ronde mis à jour ont été transmis à l'inspection par courriel daté du 28 février 2024.

Relativement aux modalités de mesure du taux de remplissage des cuves, l'exploitant indique que:

- pour les cuves 2 et 3, Il n'y a pas de mesure de niveau de remplissage et il n'y a pas de report sur le tableau digital. Ces cuves sont des cuves tampon de process et non de stockage final. Elles servent à transvaser des déchets entre les cuves de réception et les cuves de traitement. Le transvasement est enclenché manuellement et un opérateur est présent à proximité lors de leur remplissage.

Lors de la visite terrain, l'inspection constate l'ouverture du trou d'homme permettant ainsi le contrôle visuel de remplissage. L'exploitant indique étudier la possibilité d'implanter des poires de niveau sur ces deux cuves.

- la sonde de la cuve 8 est dérégulée et doit être réétalonnée. L'affichage est donc absent sur le tableau digital comme lors de la visite d'inspection précédente ;

- la sonde de la cuve 15 est défaillante et doit être remplacée;

- pour les cuves 14 et 16, les reports de niveau sont conformes (et sont effectués quotidiennement sur un tableau blanc). L'affichage digital n'est pas localisé sur le même tableau.

Pour le défaut de sonde des cuves 8 et 15, l'exploitant a effectué une commande auprès de la société ACTEMIUM (bon de commande C3150268739 du 03 juillet 2023). Suite à des difficultés d'approvisionnement, un échange de courriel le 07 novembre 2023 entre l'exploitant et ACTEMIUM indique un délai de livraison de la sonde à février 2024. Lors de la visite, l'exploitant a relancé la société ACTEMIUM quant à la livraison attendue de cette sonde. L'exploitant a indiqué

qu'il consultera une autre société si le délai de livraison à fin février 2024 n'est pas respecté. Par courriel du 28 février 2024, l'exploitant a informé l'inspection avoir été contacté à date par la société ACTEMIUM pour lui indiquer qu'un délai supplémentaire de 15 jours est nécessaire au fournisseur pour livrer la sonde. Dès réception, ACTEMIUM se mobilise pour réaliser les travaux commandés sur site. Lors de cette intervention, la sonde de la cuve 8 sera réétalonnée.

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments de commande, de pose et de mise en service de la sonde de la cuve 15 (PV d'intervention pour exemple), ainsi que les éléments confirmant le réétalonnage de la sonde de la cuve 8.

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater les niveaux de remplissage des cuves sur le tableau digital. Des niveaux hauts sont indiqués manuscritement pour les cuves 10 et 11 (respectivement 105 % et 115 %). L'inspection a constaté que ces niveaux sont atteints dans les cuves. L'inspection a indiqué à l'exploitant que ces niveaux doivent être des niveaux d'alerte maximale et non d'usage. L'exploitant a indiqué découvrir ces annotations. Il confirme qu'elles n'ont pas lieu d'être et qu'elles seront enlevées rapidement.

Par courriel en date du 22 février 2024, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de la communication d'une note adressée aux opérateurs. Cette dernière précise la nécessité de ne pas remplir les cuves 10 et 11 au-delà de la limite de 100 %. Par courriel en date du 08 mars 2024, l'exploitant a également transmis la photo du pupitre attestant du retrait des mentions écrites 105 % et 115 %.

L'exploitant a répondu aux observations de l'inspection du 30 juin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, sous un délai d'un mois, les éléments de commande, de pose et de mise en service de la sonde de la cuve 15 (PV d'intervention pour exemple), ainsi que les éléments confirmant le réétalonnage de la sonde de la cuve 8.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déroulement du stockage en toute sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets : [...]

f- Déroulement du stockage en toute sécurité

Comprend notamment les techniques suivantes :

- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;
- les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ;
- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.

Constats :

Lors de la visite du 30/06/23, l'inspection a formulé les deux observations suivantes:

- "L'exploitant veillera à identifier clairement les zones d'entreposage suivantes et, le cas échéant, mettra à jour le plan du site :

<p>- la benne de stockage de boues liquides pour l'alimentation de la centrifugeuse dans le bâtiment exploitation (identifié sur le plan transmis par mail du 18/07/23).</p> <p>- les trois zones d'entreposage de fûts sur rétention, ainsi que la zone d'entreposage de GRV sur rétention, et la benne numérotée 3 situées dans la partie réception du bâtiment.";</p> <p>- "L'exploitant vérifiera le volume de rétention du bâtiment d'exploitation effectivement disponible et mettra à jour son plan du site en conséquence."</p> <p>Lors de l'inspection du 19 février 2023, l'inspection a constaté que le plan du site est à jour. La benne de stockage de boues liquides pour l'alimentation de la centrifugeuse ainsi que les zones du bâtiment réception sont identifiées sur le plan. L'inspection constate l'adéquation entre le plan du site et la répartition des zones par typologie sur le terrain.</p> <p>Concernant le volume de rétention du bâtiment, l'exploitant indique que le plan du site à prendre en compte est le "plan général process des bâtiments A et B" daté du 26 mars 2013. Le volume total de rétention est donc de 344m³. L'erreur qui a été relevée lors de l'inspection de juin 2023 provient de l'affichage d'un plan dans une version antérieure au dossier de réexamen et non validée.</p> <p>L'exploitant a répondu aux observations du rapport de la visite d'inspection du 30 juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)
Thème(s) : Risques chroniques, Zone séparée stockage et manutention DD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 juin 2023, l'inspection a émis une observation:</p> <p>- "L'exploitant veillera à mettre à jour son inventaire des flux d'effluents ainsi que le plan du site en adéquation avec les capacités maximales d'entreposage autorisées. Des affichages permettant de recouper les entreposages avec le plan du site seront mis en place dans la zone de réception du bâtiment d'exploitation (mur opposé au mur le long duquel sont entreposés les déchets dangereux emballés – zones DIS 1 à 4)."</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 février 2024, l'inspection constate que l'affichage de la zone dédiée à la réception n'est pas présent.</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection, les nouveaux plans ainsi que la fiche de ronde mis à jour ont été transmis à l'inspection par courriel daté du 28 février 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a complété cet envoi le 8 mars 2024, par la transmission des photos attestant de la mise en place des affichages sur site (zones dédiées à "l'alvéole de stockage", à la cuve 14 et à la benne de décantation), conformément au plan général du site.</p> <p>L'exploitant a répondu au constat de l'inspection du 30 juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
Constats : <i>Lors de la visite d'inspection du 30 juin 2023, l'inspection a formulé deux observations:</i> - "L'exploitant rendra compte de l'organisation retenue afin d'assurer la traçabilité des opérations de maintenance des équipements du site." - "Le jour de l'inspection le sol du bâtiment d'exploitation n'était pas dans un état de propreté satisfaisant. Il convient que l'exploitant y remédie et assure la traçabilité des opérations de nettoyage des sols du bâtiment. " Lors de la visite du 19 février 2024, l'exploitant indique avoir ajouté une ligne dans la fiche de ronde hebdomadaire quant à la propreté du site. Cette ligne précise les éléments suivants "les pavings du bâtiment sont-ils propres et non glissants?". L'exploitant confirme également qu'un autocontrôle de la propreté du site est effectué quotidiennement et qu'au besoin, les pavings sont nettoyés à la lance haute pression. Le sol des bâtiments de réception et d'exploitation étaient propres le jour de l'inspection. L'exploitant a répondu aux observations du rapport de la visite d'inspection du 30 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Traitement Physico-chimique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement Physico-chimique

Prescription contrôlée :

IX. – Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux	Poussières	5 mg/Nm³	semestrielle
	NH ₃ (1)	/	semestrielle
	COVT (1)	/	semestrielle

(1) La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents gazeux d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

Constats :

Lors de la visite du 30 juin 2023, l'inspection a formulé une observation:

- "L'exploitant veillera à respecter la fréquence semestrielle de surveillance des rejets gazeux conformément aux dispositions du IX de l'annexe 3.4 de l'AM MTD WT. A réception il transmettra à l'inspection les résultats de la campagne de mesure réalisées le 1er août 2023."

L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen (DR) sur les MTD8 et 41 reprises au VII de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que l'installation dispose d'un rejet canalisé constitué par la tourelle de filtration permettant de traiter l'air du bâtiment.

Ce rejet ne fait pas l'objet d'une surveillance au motif qu'aucun suivi des rejets atmosphériques n'est prévu par l'arrêté préfectoral du 15/11/2004.

Dans le cadre de l'application de cette MTD8, l'exploitant s'est engagé dans son dossier de réexamen à mettre en place une surveillance semestrielle des paramètres suivants : NH₃, COVT, H₂S.

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel en date du 08 février 2024, les résultats des deux dernières campagnes de surveillance des effluents gazeux (rapports DEKRA n°E30262202301R001 du 01/08/2023 et n°E34341142301R0001 du 05/12/2023). Ces deux campagnes ont porté sur la tourelle de captation positionnée en toiture et comportent pour ce point de rejet la mesure des paramètres suivants : H₂S, HCl, NH₃, COVT et poussières.

Les résultats des mesures sur ces paramètres sont inférieurs aux valeurs limites prescrites par l'AM MTD WT.

Sur le rôle de la benne à tourbe, questionné par l'inspection, l'exploitant indique qu'il existe 2 réseaux d'extraction aériens:

- une évacuation via une tourelle chargée d'extraire l'air du bâtiment,
- une seconde évacuation via la benne à tourbe qui reçoit les événements de cuves et du processus de centrifugation. La benne à tourbe est le système de traitement de l'air des événements des cuves.

L'inspection a relevé que les rapports de mesure des rejets atmosphériques, transmis en amont de l'inspection, ne contiennent pas de mesure des effluents de la benne à tourbe.

L'exploitant indique, qu'au regard du faible débit d'air observé lors des mesures (50 à 60 m³/h pour la benne à tourbe contre 3500 m³/h pour la tourelle) et des résultats des précédentes analyses, il n'a pas jugé opportun de poursuivre les mesures des effluents gazeux au droit de la benne à tourbe. L'inspection rappelle que l'ensemble des points de rejets doit faire l'objet d'une analyse semestrielle conformément aux dispositions du IX de l'annexe 3.4 de l'AM MTD WT.

Interrogé sur la benne à tourbe, l'exploitant indique :

- avoir changé la tourbe récemment;
- avoir bâché celle-ci pour procéder à une mesure, en réduisant et en canalisant le rejet. La bâche étanche n'a pas été enlevée depuis.

Lors de la visite terrain, l'inspection constate l'ouverture d'une vanne de sortie à proximité immédiate du piquage d'entrée. Le flux d'air ne circule donc pas à travers la tourbe afin d'être épuré.

À l'issue de la visite, l'exploitant a indiqué par courriel du 20 février 2024 avoir totalement fermé et bouchonné la vanne de sortie, permettant ainsi au flux de s'écouler par le lit de tourbe. L'exploitant a également indiqué avoir débâché la benne et demandé en interne à pouvoir disposer d'un piquage en haut de benne. Il indique que ce piquage permettra d'avoir une installation fixe permettant de réaliser les mesures réglementaires. La benne sera rendue étanche uniquement à cette occasion.

Le 07 mars 2024, par la transmission du bon de commande n°C4110382433 auprès de DEKRA, en référence au contrat n°2024201135121, l'exploitant a confirmé la commande des deux mesures semestrielles de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère au droit de la tourelle et de la benne à tourbe au titre de l'année 2024.

La référence réglementaire⁽¹⁾ stipulée sur le contrat précédemment cité indique la prise en compte de la remarque de l'inspection quant à la mention exacte de la réglementation en vigueur.

Concernant la surveillance du rejet des eaux pluviales, l'exploitant a réalisé une campagne de mesure le 03 novembre 2023 par le laboratoire Flandres-analyses (rapport d'analyses n°2023.11.016/00(v.1) en date du 17 novembre 2023). Ce rapport d'analyses ne met en exergue aucun dépassement. L'exploitant indique réaliser cette campagne à une fréquence annuelle.

L'exploitant a répondu aux observations de la visite d'inspection du 30 juin 2023.

⁽¹⁾ Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Traitement de déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement de déchets liquides

Prescription contrôlée :

III. – Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement de déchets liquides aqueux

Effluents gazeux :

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2, les effluents gazeux respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
HCl	5 mg/Nm ³	semestrielle
NH ₃	/	semestrielle
COVT	20 mg/Nm ³ ou 45 mg/Nm ³ lorsque le flux est inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission	semestrielle

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 30 juin 2023, l'inspection a formulé une observation:

- "L'exploitant veillera à respecter la fréquence semestrielle de surveillance des rejets gazeux conformément aux dispositions du III de l'annexe 3.5 de l'AM MTD WT."

Par la transmission des rapports de campagne mentionnés au point de contrôle précédent, l'exploitant respecte la fréquence semestrielle de surveillances des rejets gazeux au titre de l'année 2023 pour le rejet en toiture. L'exploitant indique avoir d'ores et déjà programmé les campagnes 2024 pour les rejets toiture et benne à tourbe.

L'exploitant a répondu à l'observation de la visite d'inspection du 30 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite